
ÉDITORIAL

LE POINT culminant du rejet massif et conjoint de la théorie en général et du marxisme en particulier semble aujourd'hui avoir été dépassé. Face à la crise mondiale, à l'endettement généralisé et au chômage de masse, il apparaît que de nombreuses théories à la mode, qui avaient largement supplanté le marxisme à la fin des années 1970, ne peuvent guère contribuer à éclairer les problèmes actuels. Le besoin d'une confrontation théorique avec la critique de l'économie politique se fait de plus en plus sentir.

En se tournant à nouveau vers la « critique de l'économie politique », il est souvent tentant de renouer directement avec d'anciennes questions. Mais il faut d'abord traiter les résultats critiques produits lors des débats tenus depuis. Le programme de recherche de la « reconstruction de la critique de l'économie politique » était clair. Il s'agissait de mettre en évidence les lois du mouvement de la « structure centrale » de la société, c'est-à-dire celles de l'économie. L'économie, c'était d'un côté le monde matériel des rapports réifiés, des « contraintes matérielles » ;

c'était le mouvement du « sujet automate », et d'un autre côté le générateur de la domination sociale et du pouvoir politique. La conception théorique décisive pour l'analyse de l'économie était la « théorie de la valeur ». Elle déchiffrait les formes économiques réifiées, qui constituent les points de départ irréfléchis de la théorie économique dominante, comme des formes du travail dans le capitalisme. Dans les années 1970, cette théorie de la valeur-travail a été critiquée non seulement par les économistes établis du courant dominant, mais aussi par des économistes d'orientation marxiste.

La critique de l'économie politique a notamment pour objet d'analyser les discours portant sur les phénomènes sociaux, en particulier les discours qui revêtent des aspects « scientifiques ». Elle consiste ainsi en une critique épistémologique, au sens d'une approche qui interroge le statut de science des discours portés sur la société, et en particulier celui de l'économie politique. Ainsi cette critique s'attache à évaluer ses concepts, ses conceptualités et leurs modalités d'émergence, à partir d'outils élaborés avec une approche matérialiste, c'est-à-dire, formulé brièvement, qui opère une réduction des productions théoriques à des pratiques sociales.

C'est en se donnant cette tâche que la critique de l'économie politique élabore ses propres concepts et les articule, afin d'être plus à même de rendre compte du réel, ne serait-ce qu'en commençant par mettre en doute tout d'abord sa connaissabilité. Ce double mouvement, de critique et de construction, s'opère également vis-à-vis d'elle-même, dans la mesure où son élaboration est aussi une pratique sociale, dérivant d'autres pratiques dans un contexte à chaque fois spécifique. La critique de l'économie politique court constamment le risque de retomber dans des conceptualités qu'elle a dépassée, tout autant que de se perdre à répliquer sans cesse au flot continu de conceptualisations qui reconduisent des manières d'approcher le réel invalidées depuis longtemps par la critique, mais se sont parées d'autres habits.

Pourtant, rendre compte du réel n'est pas une fin en soi :

cette critique découvre assez rapidement, et c'est là le propos de Marx, que le mode de production capitaliste est *historique* (en aucune manière lié à une prétendue essence humaine qui serait immuable, comme la soif d'accumuler ou le besoin d'échanger), *social* (un produit de l'action humaine qui a la particularité de s'être autonomisé), et *barbare* : sa dynamique d'expansion géographique et psychique est synonyme de généralisation de la barbarie et repose sur une tendance à l'extraction illimitée de surtravail – c'est la conception marxienne de l'exploitation. C'est exactement dans cette mesure que la critique de l'économie politique porte nécessairement en germe l'agir révolutionnaire au sens où elle implique de parvenir à la mise en œuvre concrète de la possibilité/nécessité de l'abolition de ce mode de production.

Il découle de cette manière de concevoir la critique de l'économie politique, et ce qu'elle implique, une variété de problématiques spécifiques, relatives autant à des problèmes épistémologiques, qu'à la nature des outils utilisés pour réaliser cette critique, que concernant le discours qu'elle parvient à élaborer sur le réel, ou du moins sur son objet d'étude singulier (la valeur), ou encore portant sur les modalités concrètes de surgissement du moment révolutionnaire et de ses mouvements. Et même si la critique n'a pas de manifestation pratique immédiate, elle rend néanmoins impossible des arrangements confortables avec et dans la société capitaliste. Ce n'est pas beaucoup, ce n'est pas peu. C'est précisément ce que nous sommes capables d'accomplir aujourd'hui.

Ce nouveau cahier de la revue A – M – A' entend donc contribuer à répondre à quelques-unes de ces problématiques, sans pour autant prétendre épuiser les sujets traités. Ainsi, l'on verra s'articuler des réflexions portant sur l'épistémologie des politiques économiques menées par les gouvernements bourgeois, le rapport entre marchandise et valeur, le rapport entre théorie de la valeur et de l'exploitation à l'aune de la nature monétaire de la théorie marxienne de la valeur, et enfin le processus concret de production du *Capital*, pourrait-on presque dire *par* la Commune.

Il ne fait aucun doute qu'un décalage certain existe entre le propos de cette revue et les thématiques qui dominent l'actualité de la lutte de classes ou le discours de gauche. À l'heure où nous écrivons ces lignes, l'un des plus grands conflits dans le secteur automobile secoue les États-Unis, et comme de nombreux autres conflits sur les lieux de travail, il nous sert encore une fois sur un plateau l'illustration d'un scénario bien huilé où bureaucraties syndicales, patrons et gouvernants jouent leur rôle à merveille. Mais l'engagement syndical est lui-même criminalisé dans la plupart des pays avec des poursuites judiciaires, des incarcérations arbitraires, ou la violence de nervis. Le cinquantenaire de l'assassinat de Salvador Allende est encore l'occasion de voir resurgir des discours convenus sur ce que devrait être une révolution socialiste. Faire fi des conséquences néfastes d'avoir un parti de gauche au pouvoir pour l'intervention des travailleuses et des travailleurs dans la lutte de classes, c'est autant réduire le champ d'analyse de la réalité sociale que les perspectives politiques que nous devons porter. L'urne est à la vessie ce que la lanterne est à la démocratie : on prend l'une pour l'autre.

Il n'en reste pas moins que, parés de costumes trois pièces, de robes et d'uniformes bien taillés, les gouvernements, soutenus par leurs sbires divers, imposent des choix plus ou moins bien inspirés de politiques économiques et industrielles. Mais les options envisagées par les gouvernements et les organismes transnationaux paraissent bien toujours empêtrées dans une économie politique inadaptée à résoudre autrement qu'à très court terme les problématiques qui se présentent. Les présupposés théoriques qui sous-tendent leurs politiques économiques, s'ils ne permettent pas toujours de garantir des conditions idéales à la reproduction du capital, en garantissent cependant la condition fondamentale : l'exploitation de la force de travail. Et pour cause, rien dans la position de classe que les gouvernements bourgeois défendent, consciemment ou non, ne leur permet d'envisager autrement les possibilités qui s'offrent à eux que comme un choix à faire entre différents secteurs de

l'économie : primaire, secondaire ou tertiaire.

Vu les conséquences néfastes que ces tentatives de réindustrialisation ou de tertiarisation des économies ont pour nos quotidiens et notre avenir en général, il convient d'interroger sérieusement ce qui se présente comme des points cardinaux de ces politiques économiques. C'est ce qu'Alexis Moraitis entreprend de faire dans son article qui révèle que l'approche marxienne convient bien mieux, autant pour comprendre le mode de production capitaliste que même pour l'aménager de manière efficace, dans de bonnes vieilles perspectives réformistes électoralistes. Il se propose ainsi d'identifier

les racines sociales du ralentissement économique mondial en proposant une explication théorique des raisons pour lesquelles le capitalisme contemporain intensifie à des niveaux plus élevés la précarité économique et stagne malgré sa capacité à générer plus de production matérielle que n'importe quelle formation sociale dans l'histoire. S'appuyant sur la distinction fondamentale de Marx entre richesse matérielle et valeur, cet article suggère que plus le capitalisme développe son potentiel productif, moins il est en mesure de maintenir son ancienne vigueur économique¹.

Cette contribution est suivie d'un court article de Thomas Kuczynski qui retrace à partir de trois textes d'Engels, l'évolution de sa compréhension du rapport entre valeur et production marchande. Il permet d'apporter quelques nuances bienvenues à des lectures qui voient en Engels celui qui complètement trahi la pensée de Marx. Nous inscrivons ce texte aussi dans l'histoire de la publication des écrits d'Engels en France, puisqu'en 2020 est paru aux éditions de la GEME un recueil des articles parus dans les *Annales franco-allemandes*, où l'on retrouve notamment le premier texte analysé par Thomas Kuczynski, « Esquisse d'une critique de l'économie politique ». C'est aussi pour attirer notre attention sur cet auteur et le travail colossal et remarquable qu'il a effectué sur le *Capital* qu'il nous a paru nécessaire de le

1. Alexis MORAITIS, « De la prophétie post-industrielle au cauchemar désindustriel... », *supra*, p. 55.

faire apparaître dans ce cahier. Son édition annotée et remaniée du *Capital* réalisée grâce à un travail colossal sur les diverses éditions et variantes est l'un des travaux les plus sérieux et complets qui aient pu être faits sur cette œuvre².

Provenant d'un colloque s'étant tenu en 1997, la communication de Riccardo Bellofiore dont nous publions ici pour la première fois la version écrite, donne un aperçu de ce que l'on entend par approche monétaire dans la théorie marxienne de la valeur. Il avance son interprétation à partir notamment d'un corpus théorique en langue italienne, moins connu en France. Texte remarquable par sa limpidité, il permet encore une fois de présenter cet aspect de la critique de l'économie politique que nous avons déjà fait entendre par exemple dans l'éditorial du Cahier n° 1 (2022/1), puis dans le Cahier n° 2 (2023/1) avec l'article de Michael Heinrich, « Théorie monétaire de la valeur. Monnaie et crise chez Marx » (p. 45-82).

Enfin, l'article de Kenneth Hemmereichs et Nohemi Jocabeth Echeverría Vicente retrace l'impact qu'a eu la Commune de Paris sur le processus de publication du *Capital* de Marx. Si Karl Marx a publié, en 1867, le premier volume du *Capital* sur le mode de production capitaliste, le livre paraît en russe en 1872, dans une deuxième édition allemande en 1872-3 et en français – avec pour titre, *Le Capital* – en 1872-5. Le processus de publication de l'édition française a commencé en décembre 1871, au lendemain de la Commune de Paris. L'article permet de réinscrire la production théorique de Marx dans une réalité sociale et politique dont elle est parfois abstraite. Les documents disponibles aujourd'hui à propos de ce processus (contrats, correspondances, etc.) permettent enfin de dessiner très précisément la manière dont on est parvenu à ce texte,

2. Karl MARX, *Das Kapital. Kritik der politischen Ökonomie. Erster Band. Buch 1 : Der Produktionsprozess des Kapitals*, réédition remaniée et annotée par Thomas Kuczynski, VSA Verlag Hamburg, 2017. Pour une présentation de l'ouvrage, lire notamment l'article de Sonia Combe dans *En attendant Nadeau*, n° 62, septembre 2018. Thomas Kuczynski nous a malheureusement quittés le 19 août de cette année.

notamment en France. La synthèse opérée dans l'article est unique et n'aurait avant aujourd'hui pas pu être d'une telle qualité sans les travaux de nombreux autres chercheuses et chercheurs. Les enjeux liés à la traduction française et au financement du projet d'édition se révèlent indissociables de la Commune et des communards. Comprendre Marx, c'est aussi comprendre son époque et c'est seulement ainsi que nous pouvons progresser dans la connaissance de nos réalités actuelles. Enfin, cette approche du texte permet surtout de le désacraliser, ce qui nous paraît être une étape essentielle dans la construction individuelle et collective d'un rapport critique au texte et à la lecture qu'on en fait.

*Le comité de rédaction de la revue A–M–A'
septembre 2023.*